

FORUM

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAL

GIEC: les limbes



MARIO ROY

mroy@lapresse.ca

Le GIEC, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, est en crise. En matière de lutte contre le CO₂, les chefs d'État renâclent à aligner leurs actes sur leurs discours. Et on n'entend plus les prophètes de la fin du monde en cas d'échec de Copenhague, même si la « dernière chance de la Terre » a bel et bien été ratée!

Alors que le Tout-Montréal s'entassait à la première du *Paradis perdu*, la fresque post-apocalyptique imaginée par le militant écologiste Jean Lemire, le dossier réel du réchauffement de la planète, lui, était rudement secoué.

Et il l'était notamment par un Canadien, Andrew Weaver, climatologue à l'Université de Victoria, figure dominante de cette science au pays; il a notamment contribué au fameux rapport de 2007 du GIEC. Weaver remet aujourd'hui en cause le leadership du Groupe – en clair, celui du président Rajendra Pachauri. Et il soutient qu'on y a trop confondu science et militantisme, un péché mortel dans les milieux scientifiques que moins exposés aux feux de la rampe.

Certes, ça ne justifie pas d'expédier le GIEC dans les limbes. Ni ne prouve qu'il a tout faux. Mais ça donne un nom au malaise croissant que beaucoup éprouvent devant l'escalade de l'alarmisme onusien, amplifié par une galerie de plaideurs parfois érotiques.

Oussama ben Laden est le dernier en lice.

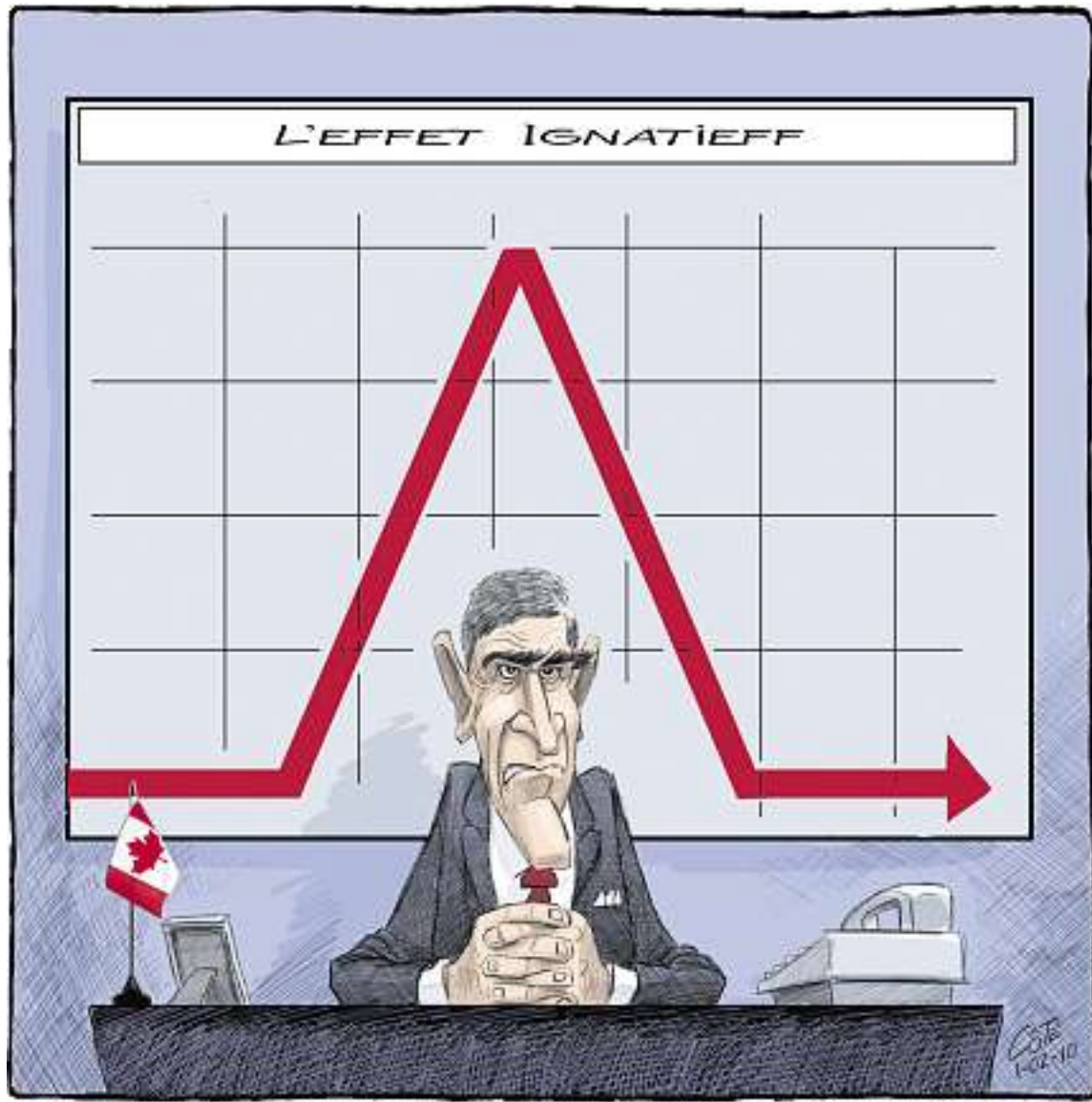
Les informations troublantes s'accumulent donc au sujet du GIEC depuis l'affaire des courriels de l'Université d'East Anglia; ceux-ci dépeignaient éloquentement cette ambiance d'agit-prop antiscientifique que dénonce maintenant Weaver. Les dernières révélations touchent quant à elles des prédictions douteuses sur la fonte des glaciers dans l'Himalaya et, depuis la livraison d'hier du *Telegraph* de Londres, en d'autres points du globe.

En somme, il est clair que, la meute médiatique ayant brisé ses chaînes, le GIEC doit dorénavant s'attendre à une avalanche de piques...

Faut-il alors s'étonner que, par exemple, Ottawa et Washington ne proposent que des cibles fort timides de réduction des gaz à effet de serre (17% en 10 ans par rapport à 2005... et encore: chez nos voisins, c'est toujours en ballottage devant le Congrès)? Par intérêt économique? Certes. Mais il n'y a pas que le fric. C'est un secret de Polichinelle que, malgré leur discours vert fluo, bon nombre d'acteurs politiques de premier plan sont plus que sceptiques.

Que faire? Puisque c'est le discours qui s'effrite de tous bords, au GIEC, dans les officines d'État, dans les médias, il faut peut-être le relativiser. Et accorder également de l'importance à l'environnement à hauteur d'homme, réel, immédiat, sur lequel il importe de toutes façons d'agir.

Sur ce point, on joue sur du velours: il n'y a pas de sceptiques.



DROITS RÉSERVÉS / apcote@lesoleil.com

CONJONCTURE

Les nouveaux investisseurs

La Chine et les autres pays du BRIC font de plus en plus d'acquisitions à l'étranger

FRANÇOISE LEMOINE



L'auteure est économiste principale au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), à Paris.

Les pays du BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) sont des investisseurs internationaux de plus en plus actifs.

En 2008, alors que les investissements à l'étranger des pays développés plongeait de 20% sous l'effet de la crise, ceux du BRIC ont bondi de 50%. Ils ont ainsi représenté environ 8% du total des investissements internationaux, soit huit fois plus qu'en 2001. Ce niveau reste encore relativement faible eu égard aux dimensions de ces grandes économies qui font ensemble 13% du PIB mondial et plus de 15% des exportations mondiales.

Cette progression n'en est donc qu'à ses débuts et leurs entreprises vont poursuivre leur stratégie d'acquisition à l'étranger pour améliorer leur savoir-faire, leur technologie, leurs marques, leurs réseaux de distribution. Elles sont encouragées dans leur internationalisation par leurs gouvernements qui ont progressivement relâché les contrôles sur les sorties de capitaux.

Au sein du BRIC, la Chine est le pays qui a le plus de potentiel pour accroître ses investis-

sements internationaux, car c'est un acteur récent. Le stock d'investissements à l'étranger, en pourcentage du PIB, n'est encore que de 3,5% en Chine, contre 5% en Inde, 10% au Brésil et 12% en Russie. La Chine a fourni seulement 3% des flux internationaux d'investissements en 2008, alors qu'elle est devenue l'année dernière le premier pays exportateur (avec 10% du commerce mondial) et sera en 2010 la deuxième puissance économique (avec 8% du PIB mondial).

En outre, elle a accumulé de réserves de change gigantesques (2400 milliards de dollars), placées largement en bons du Trésor américain, mais

de mines d'or par une société chinoise, et l'Australie s'est opposée au doublement de la part du chinois Chinalco dans le capital du géant de l'aluminium Rio Tinto.

Les investissements chinois se dirigent donc majoritairement vers Hong Kong et vers les pays en développement, notamment en Afrique, ou bien transitent par les paradis fiscaux; l'Amérique du Nord et l'Europe n'en reçoivent qu'une part minime (environ 6% en tout).

Au contraire, les grandes entreprises privées indiennes, internationalisées de longue date, investissent surtout dans les pays développés. Elles sont

Les investissements chinois sont contrôlés par l'État, et les gouvernements occidentaux les soupçonnent d'être au service d'objectifs politiques ou militaires.

elle cherche à utiliser ses ressources financières de manière plus productive. Elle incite ses grandes entreprises à s'internationaliser et a elle créé un fonds souverain (China International Corporation) pour prendre des participations à l'étranger.

Les investissements chinois à l'étranger rencontrent néanmoins des obstacles, car ils sont le fait d'entreprises contrôlées par l'État, et les gouvernements occidentaux les soupçonnent d'être au service d'objectifs politiques ou militaires.

L'année dernière, les États-Unis se sont opposés au rachat

déjà le deuxième employeur étranger au Royaume-Uni, après les firmes américaines.

À terme, l'expansion internationale des firmes indiennes et chinoises va les mettre en concurrence. Elles le sont déjà pour l'accès aux ressources minérales, qui fait partie de leurs objectifs stratégiques. Le rachat des marques Jaguar et Land Rover par un groupe indien en 2008 et celui de Rover en 2007 et de Volvo en 2009 par des entreprises chinoises témoignent des ambitions des deux pays dans le secteur automobile.



La Chine et l'Inde ont manifestement des ambitions dans le secteur automobile, comme en témoignent le rachat des marques Jaguar et Land Rover par un groupe indien en 2008 et celui de Rover en 2007 et de Volvo par des entreprises chinoises en 2009.

PHOTO ARCHIVES AFP

LA BURQA

FORUM@LAPRESSE.CA

La burqa... jamais!



Michael Ignatieff, sur quelle planète vivez-vous? Accepter le port de la burqa, ce n'est pas respecter le choix des femmes, c'est respecter l'intégrisme islamique, la terreur, la torture, la domination de l'homme sur la femme. Pour moi, de culture nord-américaine et de valeurs judéo-chrétiennes, la burqa n'est pas simplement un signe religieux inoffensif, c'est l'image parfaite de l'asservissement féminin. Dans le contexte sociopolitique international actuel, porter la burqa au Canada, et particulièrement au Québec, devient à mes yeux et à ceux de la majorité de mes compatriotes un geste de pure provocation. Par la force, la terreur,

la torture et parfois la mort, les talibans l'imposent aux femmes afghanes. Dernièrement, en France, un imam anti-burqa a été sauvagement agressé par des intégristes. La Charte canadienne des droits et libertés protège la liberté religieuse, mais je ne crois pas qu'elle protège les atrocités occasionnées par l'intégrisme religieux. Le port de la burqa est le symbole de cet intégrisme qui ne représente aucunement les valeurs canadiennes.

Jean-Paul Bertrand, Laval

Acte antisocial

M. Ignatieff, je suis un partisan libéral par conviction. Je suis profondément choqué par votre prise de position en faveur du port de la burqa dans les endroits publics au Canada. Comment pouvez-vous accepter que des femmes soient traitées de cette façon, sous nos yeux? Il n'est pas question ici d'obligations ou de coutumes religieuses. Ce voile intégral est la négation du droit des femmes de vivre en société, d'avoir une personnalité. Mais le port de ce voile intégral, c'est aussi une atteinte à la sécurité publique. Je ne peux pas accepter de rencontrer, dans un parc, le soir, derrière ma propriété, une personne que je ne peux pas identifier. Est-ce un homme, une femme? Porter ce genre de déguisement est un acte antisocial. Dépêchez-vous de dissiper l'impression que vous ne savez pas faire la différence entre une courbette politique et le respect des grands principes qui fondent notre vie en société.

Georges Paquet, Ottawa

Synonyme d'oppression

M. Ignatieff se tire dans le pied. Ce n'est pas très bon pour sa popularité dans les sondages. Il confond religion et culture. Les femmes qui portent la burqa ne le font pas pour pratiquer leur religion ni parce qu'elles sont libres de le faire, elles le font parce qu'elles sont menacées par des hommes machos, ignorants et fanatiques. Je refuse d'accepter que dans un pays comme le nôtre la liberté de religion devienne synonyme d'oppression pour certaines femmes parce que nos dirigeants ne veulent pas porter leurs culottes. Justement, M. Ignatieff, M. Harper et tous ceux qui vous appuient, je vous suggère de porter pendant une fin de semaine la burqa, avec *Ma vie à contre Coran* de Djemila Benhabib comme livre de chevet. Cela vous porterait peut-être à réfléchir. J'inviterais également Gérard Bouchard et Charles Taylor à le faire.

Madeleine L. Tremblay